



DOSSIER LÉGALISATION DES DROGUES : FAUSSE BONNE IDÉE OU VRAIE SOLUTION ?



NOUVELLE RUBRIQUE !
D.I.Y. : Vermi-
compost

p. 20



DOSSIER
Légalisation
des drogues

p. 8-16



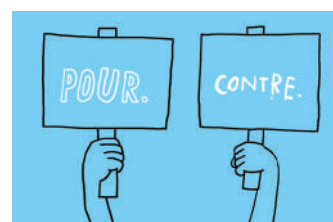
Rio + 20 :
développement
durable 2.0 ?

p. 7



SOMMAIRE

- 04** écolo j en action !
- 05** Palmes vertes & Navets
- 06** Focus sur... écolo j Bruxelles !
- 07** Rio + 20 : développement durable 2.0 ?
- 08** Dossier sur « Légalisation des Drogues »
Les enjeux sociologiques, géopolitiques et économiques.
- 10** Pour mais pas sans encadrement
- 11** Dans le cadre de la lutte contre le marché noir
- 12** L'avis des intervenants à la Conférence « Dépénaliser les drogues : fausse bonne idée ou vraie solution ? »
- 13** Mieux vaut réduire que guérir
- 14** Exemple d'initiative de réduction des risques : « Fêt'ta vie »
- 15** Exemple de délivrance de drogues en Belgique : TADAM
- 17** Le mot des coprés
- 18** Carte blanche à *Jong Groen*
- 19** Vite fait, mal fait ? (Slow movement)
- 20** D.I.Y : Des vers dans ma cuisine ?!
- 21** Cinécologie
Æncrage durable
- 22** Recette de saison
- 23** Le coin bédé d'Alex & Baptiste



Direction
Caroline Saal
Guillaume Le Mayeur

Rédactrice en chef
Aude Dion

Design & Layout
Nhu Sao Truong

Illustrations
Claire Allard
Nhu Sao Truong

Éditeur responsable
Guillaume Le Mayeur
18 Place Flagey
1050 Bruxelles

Imprimé sur papier recyclé
avec des encres végétales



ÉDITO

Et si on légalisait toutes les drogues ?

Non, les pages de ce Jump ne sont pas en feuilles de papier à cigarettes; n'essaie pas de les détacher pour t'en rouler une. Laissons au rappeur américain Snoop Dog son idée marketing et précisons-le d'emblée : *écolo j* ne fait pas l'apologie de la drogue.

L'amalgame pourrait être - trop - facile : en proposant un dossier sur la légalisation des drogues, *écolo j* voudrait donc inciter nos jeunes à consommer !? Bien sûr que non. Nous partons simplement de ce constat : **la lutte contre la drogue telle qu'elle est menée actuellement est un échec.**

Dans le monde, des centaines de millions de personnes consomment des substances illécitales tandis que les trafiquants de tous bords s'en mettent plein les poches, souvent en toute impunité. Sans parler des problèmes de santé publique favorisés par la situation précaire dans laquelle sont placés de facto les consommateurs de drogues.

Face à ce sombre tableau, nous posons cette question : **et si on légalisait toutes les drogues ?** Et si, en plus d'en dépénaliser l'usage, on proposait une régulation légale de leur production et de leur distribution ?

Ce sujet, on l'aura compris, c'est du lourd. C'est un « gros morceau ». De nombreuses questions resteront en suspens. Le but ici

n'est pas d'y répondre une par une, mais bien de briser un tabou. De lancer un débat. **Et d'avancer des propositions, peut-être impertinentes**, mais potentiellement aussi très pertinentes. À l'image d'*écolo j*, quoi.

Après ce débat : quelques pages de détente, et notamment une ode à la lenteur que nous t'invitons à lire en prenant tout ton temps p.19.

Enfin, tu le sais peut-être, une nouvelle équipe a repris le flambeau à la tête d'*écolo j*. **Qui dit nouvelle équipe, dit nouveaux coprés** (découvre leur programme p.17), **mais aussi nouvelle rubrique** dans ton magazine préféré : en faisant un détour par la p.20, tu découvriras quels animaux domestiques pour le moins décalés sont capables d'engloutir 3,5 kg de déchets ménagers par semaine... Je n'en dis pas plus et je te laisse te rendre compte par toi-même que, si les pages de ce Jump ne se fument pas, elles se



Aude Dion, rédactrice en chef

édito

Les articles repris dans ce magazine expriment les opinions individuelles de leurs rédacteurs.

écolo j Louvain-la-Neuve



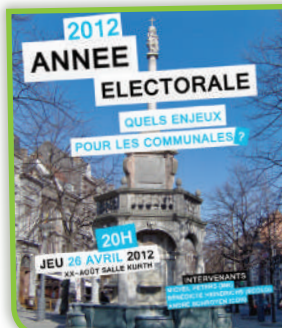
Après sa table de discussion sur l'ACTA de mars, *écolo j Louvain-la-Neuve* a été consulté sur la rédaction du programme jeunesse d'Ecolo Brabant wallon et a pris en charge l'organisation du festival « *écolo j on'air* », accueillant un public nombreux et enthousiaste. Un succès ! La première édition d'une longue série ?

écolo j Verviers



Refaire le monde autour d'un bon verre de mojito ? Lire les derniers articles du JUMP ? Les Verviétois ont encore répondu « présent » lors du 1^{er} mai associatif et syndical de Verviers. Un bon moment convivial... sous un soleil radieux !

écolo j ULG



Les élections communales d'octobre 2012 pointent déjà le bout de leur nez. *écolo j ULG* a pris part à une table-ronde sur la question avec les autres OJ politiques de l'ULG. Bénédicte Heindrichs (tête de liste à Liège pour Ecolo) était notre invitée et a présenté les projets des Verts pour la ville de Liège.

écolo j Liège



Des crieurs publics au centre de Liège pour relayer les messages des passants ? *écolo j Liège* l'a fait pour poser une question cruciale : quelle place pour la liberté d'expression publique dans la ville ? Une action « buzz » dont *écolo j* a le secret et qui a eu des répercussions jusqu'au Conseil communal.

écolo j Namur

Ce dimanche 6 mai, les membres d'*écolo j Namur* étaient réunis au Mundo N pour approfondir leurs connaissances sur « le développement durable, du planétaire au local ». Le groupe espère utiliser les connaissances et compétences acquises durant la formation pour améliorer la création de ses prochaines actions. A suivre, donc...

écoloj Tournai-Picardie



Un noyau d'écologistes s'est constitué officiellement, composé de Marie-Cécile et Louis (coprésidents), Laetitia (secrétaire), Nathanaël (trésorier) et Jonas. La régionale t'accueillera avec plaisir lors de ses prochaines activités sur les thèmes du logement, des prochaines élections et de l'énergie verte. Contact : picardie@ecoloj.be

écoloj Huy-Waremme



Quelle école pour demain ? Faut-il repenser notre système éducatif ? C'était le thème du grand ciné-débat organisé en mai dernier par la régionale de Huy-Waremme avec des professeurs issus de la pédagogie nomade ou de la pédagogie active, ainsi qu'un représentant du SEGEC et d'un délégué CSC-enseignement.



Palmes vertes et Navets

- **Palme à François Hollande...** décumul des mandats, réduction des salaires des ministres et parité « stricte » homme-femme au sein du gouvernement... Bon ok, les médias en ont fait beaucoup de foin, les critiques ont fusé mais au moins il l'a fait. Et défendre la bonne gouvernance, ce n'est pas si flâné que ça !

- **Palme au drapeau rouge et blanc.** Pour un pays plutôt calme et traditionnellement neutre... le Québec se réveille ! Le mouvement étudiant québécois, rejoint par des travailleurs, a pris d'assaut les rues de Montréal. Ses revendications (à la base du mouvement) : des études universitaires accessibles à toutes et tous. Il ne reste plus que la Suisse maintenant... Et puis, comme disait l'autre : Indignez-vous, engagez-vous...

- **Navet au rouleau de PQ (bis).** Nous en avions déjà parlé, il avait déjà reçu un navet... le revoilà ! **Après Alex, 28 ans qui sait enfin quoi faire du rouleau vide**, Martine et Jacques, le couple marié depuis 28 ans qui est passé à deux doigts du divorce parce que Monsieur ne jetait JAMAIS le rouleau de PQ à la poubelle. Vous l'avez tous vu à la tv, le grand mal du siècle c'est le rouleau de PQ vide ! Heureusement, une marque de papier toilette est venue nous sauver : le rouleau est à présent jetable dans les wc, il disparaît une fois la chasse tirée. Nous voilà sauvés, la vie est si simple à présent (ce n'est pas moi qui le dit).

- **Navet à l'Eurovision.** Finalement, l'Eurovision c'est un peu comme les JO et la coupe du monde... ça fout la merde. Alors qu'on s'attend juste à pouvoir écouter de belles « voix » de langues et pays différents, on a droit à un show en anglais et à des articles critiques sur le coût de l'événement ainsi que sur le régime anti-démocratique du pays hôte. Pourtant, plus aucun pays « démocratique » ne veut (n'a intérêt ?) à organiser l'Eurovision ni les JO, car vu le coût, c'est la crise assurée. L'Espagne a préféré perdre l'Eurovision et la Grèce post JO, n'en parlons pas ! Du coup, on se retrouve au Qatar et en Azerbaïdjan... bon, au moins on redécouvre son atlas.



Laurence Willemse

UNE NOUVELLE ÉQUIPE POUR BRUXELLES !



Après un mandat de deux ans mené tambours battants, Maïté Bodart et Hugo Roegiers ont remis les clés de la coprésidence d'écolo j Bruxelles à Delphine Masset et Michaël Maira.

Delphine a 26 ans et est permanente en charge du développement durable, à l'Assemblée Générale des étudiants de Louvain. Outre cette thématique, elle est sensible aux questions socio-économiques et a souhaité tout particulièrement s'investir comme coprésidente pour motiver l'intégration et la participation de tous face aux enjeux de société actuels.

Michaël a 25 ans et est assistant et docteur aux Facultés Universitaires Saint-Louis. Il travaille principalement sur les questions européennes et les politiques sociales. Son engagement chez écolo j est motivé par la

conviction que l'écologie politique porte une réflexion alternative, à valoriser pour aborder ces questions et relever bien d'autres défis.

Leur programme ? Recrutement et implication maximale des membres dans la construction des actions de la régionale, sensibilisation et formation aux enjeux politiques bruxellois, mais aussi projets de terrain en vue d'aller à la rencontre des Bruxellois et de leur faire connaître écolo j. Sans oublier l'achèvement des chantiers en cours !



écolo j Bruxelles

La nouvelle équipe de coordination était à peine installée qu'écolo j Bruxelles partait déjà à Fribourg afin de découvrir les richesses de cette ville qui est un modèle en termes de « ville-durable ». Au menu de ces 4 jours avec nos amis des jeunes Verts allemands : visite du quartier durable Vauban, manifestation anti-nucléaire devant la centrale de Fessenheim, rencontre avec des acteurs locaux... et tout ça à vélo !





RIO+20

DÉVELOPPEMENT DURABLE 2.0 ?

Parviendrons-nous à transformer l'essai de Rio + 20 en victoire d'un autre développement, durable et solidaire ? La question est posée. Nous devons cependant faire le constat que tant que le mythe de la croissance économique continuera à être mis en avant comme solution à tous les maux de l'Humanité, nous n'y parviendrons pas. Comment, en effet, continuer à penser que « toujours plus » signifierait « toujours mieux » ? Que cette croissance, même verte, représente une solution alors que tous les signes démontrent que ce modèle conduit à l'épuisement des ressources et des personnes ?

Face à l'épuisement des ressources, il est temps aujourd'hui d'aller plus loin et de nous engager dans une réelle transition écologique de nos économies, tant du point de vue global que local, autour d'une autre logique de prospérité que celle de l'accumulation de biens et de richesses. Devront alors se poser les questions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources et d'une répartition juste des richesses.

L'enjeu des biens communs et de leur bonne intégration dans nos processus de production est une piste à suivre, tout en repensant la logique du travail et de l'enseignement, devant être tournés vers cette transition. Il nous faut également penser à une autre consom-

mation, plus respectueuse des ressources utilisées mais également des filières de distribution employées. Enfin, il nous faut réformer nos institutions économiques et y proposer des alternatives, telles que des COP « transition économique » replaçant l'économie au service des citoyens. À ces mesures globales peuvent être jointes des mesures politiques locales comme la fixation de normes environnementales strictes, une réforme fiscale qui taxerait les coûts énergétiques et environnementaux démesurés et la mise en place d'indicateurs complémentaires au désormais contesté PIB.

Nous avons encore les moyens, à l'heure actuelle, de nous engager dans cette transition et de réussir cet après Rio + 20 qui permettrait à notre société de redonner espoir en ses capacités. Car la question qui se pose n'est plus de savoir quel sera le prix de l'essence dans les dix prochaines années, mais bien comment assurer un monde durable pour les 9 milliards d'habitants que la Terre aura à porter en 2050. Nous ne devons plus tarder. Car à la question souvent répétée de « Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ? », nous prenons le risque d'y voir se substituer celle de « Quels enfants laisserons-nous finalement à notre Terre ? ».

Plus d'info : www.ecologie-politique.be



Jonathan Piron et Arnaud Pinxteren

 DOSSIER

LÉGALISATION DES DROGUES :

LES ENJEUX SOCIOLOGIQUES, GÉOPOLITIQUES ET ÉCONOMIQUES.



Drogues

« Légaliser pour mieux contrôler ». Une sentence bien connue dans de nombreux domaines et qui prend tout son sens lorsqu'il est question des drogues et autres stupéfiants. Omniprésente dans nos sociétés depuis la nuit des temps, la majorité des drogues fut pourtant interdite en 1921 en Belgique. Depuis, le débat sur leur légalisation n'a cessé d'être au cœur de nombreuses discussions sociologiques, géopolitiques et économiques.

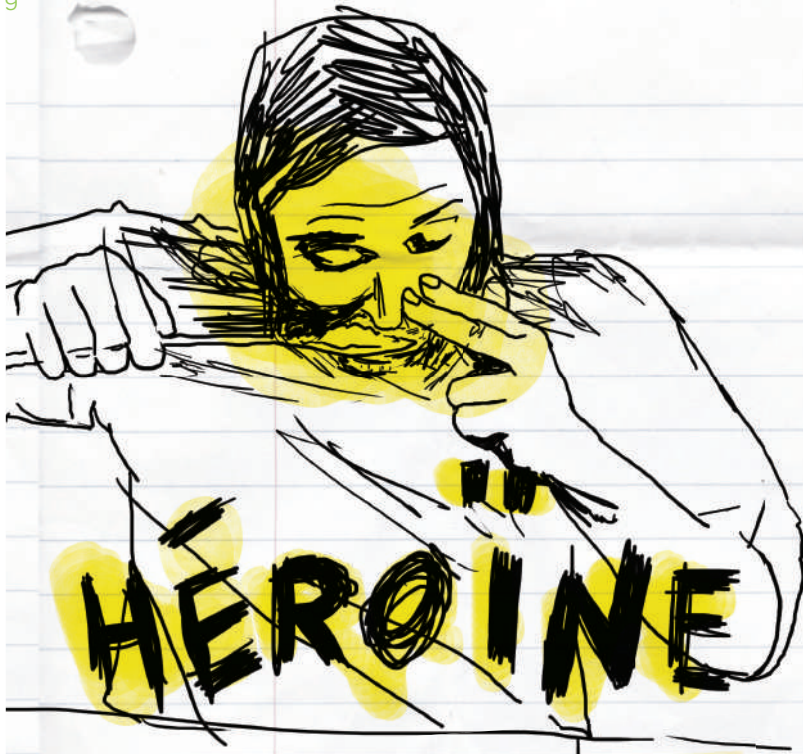
Cet article n'a pas la prétention d'apporter de réponse à cette polémique complexe mais bien d'y ajouter un nouveau point de vue en soulevant les enjeux que provoquerait une légalisation des drogues en Belgique ainsi que dans le monde entier.

ENJEUX SOCIOLOGIQUES

Ce n'est un secret pour personne, les substances addictives ont des effets nocifs sur la santé des consommateurs et, malheureusement, sur celle des non-consommateurs aussi dans la plupart des situations. C'est pour cette raison que les gouvernements ont décidé de les bannir sous peine de sanctions plus ou moins astreignantes. Cependant, les

sentences appliquées aux trafiquants et autres usagers ne sont-elles pas plus dommageables que l'utilisation de la drogue elle-même ?

La question vaut la peine d'être soulevée tout comme il est intéressant de remarquer que certaines substances psychoactives telles que l'alcool ou le tabac sont licites dans nos cultures européennes alors qu'interdites dans d'autres civilisations. Inversement, certaines substances interdites et diabolisées dans nos pays occidentaux sont totalement admises à l'étranger. La légalisation des drogues est donc un sujet plus qu'actuel au vu du brassage ethnique caractéristique de l'époque moderne.



ENJEUX GEOPOLITIQUES ET ECONOMIQUES

Les autorités politiques actuelles se trouvent devant un dilemme. D'un côté elles soutiennent leurs lois anti-drogues en multipliant les actions coercitives et les perquisitions et, de l'autre, elles se découvrent impuissantes face à un pan entier du commerce international qu'elles ne peuvent gérer et qui est aux mains d'associations frauduleuses telles que les Farc colombiennes ou encore les Talibans en Afghanistan.

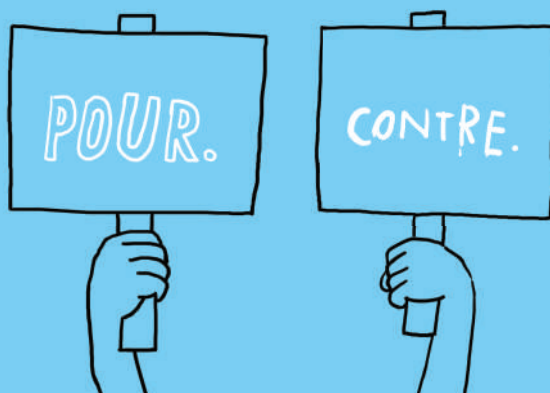
La légalisation des drogues pourrait donc bien être une solution car elle apporterait aux autorités politiques un contrôle non négligeable sur l'import/export de ces substances. Cette méthode avait déjà fait ses preuves en 1933, lorsque Roosevelt autorisa l'alcool aux Etats-Unis, provoquant de la sorte un effondrement des prix et la ruine précipitée des trafiquants. De plus, le trafic de drogues a renforcé le clivage entre les pays « riches »

et les « pauvres ». Légaliser les drogues pourrait être un moyen de renforcer le commerce international entre les Etats tout en supplantant les trafiquants.

Ainsi on peut apercevoir que les débats relatifs aux drogues et notamment à leur légalisation sont non seulement complexes, mais aussi très loin d'être réglés. Il n'est en effet pas seulement question d'une simple loi à faire passer, mais bien d'une décision impliquant le monde entier. Sans oublier de nombreux autres aspects qui entrent en jeu, comme c'est le cas pour les croyances religieuses ou encore pour la santé publique, thèmes qui n'ont pu être abordés ici.



Élise Maudoux



"POUR" MAIS PAS SANS ENCADREMENT.

Les drogues sont souvent classées en drogues dures ou douces suivant l'intensité de leurs effets sur la santé. Doit-on légaliser les drogues douces et pas les dures, suivant leurs effets ? Doit-on criminaliser les gens qui sont accros aux drogues dures ?

Les revendeurs de drogues sont de deux types: ceux qui revendent pour s'enrichir et d'autres qui en revendent pour s'en procurer eux-mêmes. Les seconds auraient moins intérêt à revendre de la drogue si celle-ci était disponible ailleurs, sous prescription dans un centre d'aide. Criminaliser les premiers qui ont besoin d'une aide appropriée n'apporte aucune solution. Les seconds auraient moins intérêt à revendre de la drogue si celle-ci est disponible ailleurs sous prescription dans un centre d'aide. Cette drogue ne sortirait pas du centre d'aide. Allons-nous alors encourager l'utilisation de drogue dure ? Pas si un suivi médical est présent, avec une délivrance de soins et d'une aide psycho-sociale appropriée.

Les drogues dites douces (ex: le cannabis, les résines, certains champignons, etc.) sont souvent très facilement disponibles et

courantes. Sans dire que c'est bon pour la santé, seule la prévention peut diminuer la consommation, qui peut souvent devenir problématique. Mais au même titre que l'alcool ou le tabac « classique », qu'on ferme les yeux ou pas, ce type de drogue est socialement toléré. Sans nier les effets de santé publique et de troubles de l'ordre public, laisser la revente aux mains de personnes plus ou moins malintentionnées n'est probablement pas une solution adéquate.

La vente de ce type de drogues encadrée par un volet prévention adéquat devrait permettre de résoudre le sentiment d'insécurité pour les consommateurs, comme pour les citoyens. Pour les consommations problématiques, les personnes concernées devraient pouvoir être aidées et suivies de façon respectueuse. Par la prévention, on tente de protéger les populations plus fragilisées, comme les jeunes et les

personnes socialement défavorisées.

Pour terminer, il serait prétentieux de dire que les propositions décrites plus haut sont la panacée pour résoudre les problèmes que posent l'usage et la vente de drogues, mais il semble que cette approche permette de minimiser les impacts. Le rôle de la police

est fondamental : la détection et la mise en contact entre les gens à aider et les services adaptés sera souvent de leur ressort. Espérons qu'on puisse se diriger vers une voie qui grandisse notre société.



Jean-Benoît Jadin

Dans le cadre de la lutte contre le marché noir

L'économie de la prohibition est un sujet qui vaut la peine d'être analysé. Lorsqu'apparaît une mesure trop contraignante sur un produit, se crée un marché noir qui, par son caractère non-conformiste et les capacités de son réseau, vasa à d'autres marchés noirs, surtout au niveau du transport et de la distribution. Une interdiction nourrit souvent d'autres interdictions plus problématiques.

C'est un peu une tautologie de dire qu'un marché noir peut vite financer des organisations criminelles, mais ce que je veux rappeler c'est que beaucoup de réseaux de trafic d'hommes, femmes et enfants, ou d'armes, sont liés au trafic de drogues. De plus, je ne pense pas que les dirigeants de ces marchés aient la même conscience sociale que Vito Corleone, (le Parrain), que pour imposer un certain standard éthique. C'est dans le livre « Freakonomics » que

l'économiste Steven Levitt observe que la plus grande majorité des dealers ne peut survivre que par ce travail, parce que le plus gros du profit va vers les organisateurs en haut de l'échelle. Les petits dealers ne vont par ailleurs pas former de syndicat pour protester contre cette injustice de redistribution du profit.



George Kosmopoulos

L'avis des intervenants à la Conférence « Dépénaliser les drogues : fausse bonne idée ou vraie solution ? » du 26 mai 2012 à Liège.

Pour « Le système actuel a des effets contre-productifs »



« Ce n'est pas l'interdit qui empêche les gens de consommer. Si c'était le cas, la consommation serait infime ». Quand il dresse le bilan de 50 ans de prohibition, Bruno Valkeneers, Coordinateur de la Liaison anti-prohibitionniste, arrive à un constat d'échec. Pire : selon lui, le système a créé des effets contre-productifs, parmi lesquels le frelatage du produit, la recrudescence du crime organisé, la construction de tabous, l'intensification d'une série de problématiques aux niveaux géopolitique et stratégique,...

Bruno Valkeneers est donc un fervent défenseur de la dépénalisation des drogues. De toutes les drogues : « Je ne fais pas de différence entre drogues dures et douces, mais bien entre usagers « durs » et « doux », souligne-t-il. « Tout consommateur ne devient pas forcément un consommateur problématique. Il faut faire confiance aux individus, respecter leurs choix, leur liberté individuelle ».

Et Bruno Valkeneers d'imaginer un système de régulation du commerce des drogues, dans lequel tout un chacun pourrait venir s'approvisionner dans des officines encadrées par des équipes pluridisciplinaires. « Il n'y aurait pas d'influence sur le nombre d'usagers, mais bien sur la manière dont ils consomment », estime-t-il.



Contre « Les assuétudes constituent un réel problème de santé publique »

Pour Sophie Thise, Coordinatrice de recherche au CRIOC (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs), la dépénalisation des drogues ne serait pas la solution. Son argument : alcool et tabac, substances légales, sont susceptibles de mener à des assuétudes. Ces addictions, tant psychiques que physiologiques, constituent un réel problème de santé publique.

Sophie Thise est dès lors en faveur d'une politique prohibitionniste pour l'ensemble de ces substances (en ce compris la clope et l'alcool). A cette logique répressive, devrait impérativement s'ajouter un volet éducatif, notamment au sein des écoles, à l'instar de ce qui existe en matière d'éducation sexuelle.



Aude Dion

* Retrouve la note complète de la Conférence sur le site d'écologie : www.ecoloj.be

Une société sans aucune drogue, ni aucun risque, cela n'a jamais existé. Pour beaucoup, ce serait sans doute un peu triste, d'ailleurs. Pour promouvoir la santé des usagers de drogues, une autre approche se répand depuis les années 80 : « la réduction des risques ».



S'abstenir totalement de faire l'amour. Plus personne n'imaginerait aujourd'hui cette seule « solution » pour éviter la propagation du SIDA. Le préservatif est devenu un réflexe totalement évident.

Ce qui est vrai pour les infections sexuellement transmissibles ne l'est pas encore pour les drogues. Et pourtant, tout le monde n'a pas envie de renoncer à consommer de l'alcool, du tabac, du cannabis, de la cocaïne ou encore à s'adonner aux jeux de hasard. Et le discours sur l'« enfer de la drogue » ne suffit de toute manière pas à lui seul à éviter la consommation. Quand quelqu'un consomme, que lui dire ? « Arrête ! » ? Illusoire ! Le laisser en plan ? Le mettre en prison ? Un peu court...

Responsabiliser...

À côté de la prévention, plusieurs associations développent une autre approche, complémentaire : la « réduction des risques ». Ce n'est pas parce que quelqu'un s'injecte de

l'héroïne qu'il doit attraper une hépatite. Ce n'est pas parce que quelqu'un fume un joint qu'il doit se retrouver dans le fossé après un accident. Ce n'est pas parce que quelqu'un se drogue que les professionnels de la santé ne doivent plus le conseiller.

Voilà pourquoi dans les lieux de fêtes, les festivals, les maisons de jeunes, les écoles, les prisons... des professionnels et des volontaires responsabilisent les consommateurs, leurs amis, leur famille. Sans faire la morale, sans juger.

... sans juger

En distribuant des brochures, en menant des séances de sensibilisation, ils informent le plus complètement possible les citoyens des risques et de la manière de les réduire. Aux consommateurs de décider en connaissance de cause et d'adapter éventuellement leur comportement pour prendre soin d'eux-mêmes et de leurs proches, en évaluant à chaque fois, tant le produit lui-même, que



son usage et le contexte dans lequel il est consommé.

Un pas plus loin, il s'agit également de proposer du matériel pour limiter les risques: des seringues, des kits de sniff, du testing de produits, des alertes sur des drogues particulièrement dangereuses ou, plus simplement, de l'eau.

Au final, la réduction des risques, loin des polémiques régulières sur son côté prétendument incitatif, sauve des vies.



Karim Majoros



Exemple d'initiative de réduction des risques : « Fêt'ta vie »

Le Centre d'action laïque/Luxembourg a développé depuis quelques années en partenariat avec Modus Vivendi, asbl de réduction des risques à Bruxelles, son projet « Fêt'ta vie ».

« Fêt'ta vie » est avant tout la mise en place d'un stand de réduction des risques dans les soirées et festivals importants de la province de Luxembourg. Brochures informatives, préservatifs, bouchons d'oreilles, fruits, eau, sucettes, matériel stérile (sur demande)... tout est là pour permettre aux fêtards de passer une soirée moins risquée. Et quand les conseils sont diffusés par des pairs formés à la réduction des risques, l'info passe encore mieux.

Plus d'info : CAL/Luxembourg - courrier@cal-luxembourg.be



Nicolas Cornet

UN EXEMPLE DE DÉLIVRANCE DE DROGUES EN BELGIQUE :

TADAM



En Belgique, jusqu'à présent, une seule institution peut délivrer de l'héroïne avec l'accord du gouvernement fédéral : TADAM, fondation privée qui gère le projet pilote de distribution contrôlée d'héroïne pharmaceutique à Liège. écolo j a visité ce centre et rencontré le personnel, du coordinateur à l'infirmière en chef, pour en savoir plus.

TADAM est né de la conclusion de certains travailleurs sociaux, médicaux et judiciaires qu'un noyau de toxicomanes n'était pas réceptif au traitement à la méthadone. Or ce noyau s'avère être le plus dépendant, le plus délinquant, et aussi celui en moins bonne santé. Il a fallu près de dix ans à Dominique Delhauteur, actuel coordinateur du centre, et ses collègues, pour que le Conseil des Ministres accepte leur projet, non pas définitivement, mais sous la forme d'une étude scientifique, menée par l'Université de Liège pendant 2 ans et avec un nombre de patients limité. Il s'agit d'une étude dont l'objectif est d'étudier le traitement des toxicomanes par la délivrance contrôlée d'héroïne pharmaceutique et par les effets qu'elle occasionne chez le consommateur, en visant un sevrage. Dans le cadre de cette étude restreinte dans le temps, le traitement ne peut pas excéder une année et les critères d'inclusion sont sévères : dépendance depuis plus de

5 ans, échec du traitement à la méthadone, résidence légale en Belgique, interdiction de conduire un véhicule ou d'être enceinte et domiciliation sur l'arrondissement de Liège depuis un an au moins. A ces lourdes contraintes, il faut ajouter l'obligation de venir jusqu'à 3 fois par jour au centre.

Jusqu'aujourd'hui, TADAM a reçu 74 patients. Leurs motivations ? Financières, d'abord. Le prix de l'héro pousse certains à se prostituer, à voler ou du moins à dépendre financièrement de quelqu'un d'autre. Se débarrasser de ces problèmes constitue à lui seul un grand changement de vie et un grand soulagement. Avec le traitement, ces toxicomanes retrouvent également une autre qualité de vie, aux niveaux de leurs relations et de la structure de leurs journées... Leurs encadrants remarquent une amélioration de l'hygiène, de l'alimentation et une récupération physique rapide, visible dès les 6 premières semaines.



TADAM en pratique

Après un entretien médical, dans le but notamment de vérifier l'état de la personne et de modifier la dose reçue en conséquence, les patients reçoivent une dose d'héroïne pharmaceutique, différente en fonction de leur état de santé et de leur dépendance; une dose qui tend à diminuer au fur et à mesure du traitement. Ils la consomment dans des cabines spécialisées qui protègent les travailleurs des toxines du produit. Briquet, aluminium, rouleau pour inhaler... leur sont fournis. L'avantage de cette héroïne ? Sa pureté ne se trouve pas dans la rue où elle est parfois coupée avec de la mort au rat, du plâtre ou de la lessive.

Une pureté qui pourrait attirer les convoitises, ce que sont loin d'ignorer les penseurs du projet. Le premier élément qui frappe le visiteur est sans doute la sécurité du lieu : sas d'entrée, caméras de surveillance, système anti-intrusif, badges de sécurité et accès très restreint à certains espaces... On ne plaisante

pas avec une marchandise que certains s'arrachent à hauts prix dans la rue !

Quelles suites ?

Quand les anciens patients de TADAM replongent, comment l'expliquer ? Plus que le produit, ceux-ci expliquent que l'enca-drement qu'ils y recevaient leur manque. Le centre, en effet, ré-apporte une structure chez le patient en décrochage. Les obligations de se lever chaque jour, de respecter les horaires de TADAM, d'y venir propre mais aussi les relations avec le personnel, détaché de tout jugement et de toute sanction, permettent aux patients de se reconstruire, de ré-apprendre à prendre soin d'eux. En outre, la courte durée du traitement n'est pas toujours suffisante pour permettre la sortie de la dépendance et TADAM aimerait d'ailleurs que cette durée soit repensée si le projet se poursuit à la fin de l'étude.

Car c'est désormais de la suite qu'il est question. Dominique Delhauteur et son équipe espèrent pouvoir continuer le travail entamé au-delà de la date de fin, janvier 2013, mais restent conscients qu'il ne leur a été accordé qu'une étude. Grâce à cette dernière, TADAM se targue d'avoir pu répondre à deux questions fondamentales dans la réflexion de la lutte contre la drogue : elle a démontré que l'existence de ce centre n'était pas une utopie mais était une réelle possibilité et qu'il y avait un public présent et en demande pour ce type de traitement. Elle a aussi prouvé que les patients vivent bien une amélioration de leur santé physique et psychique. Il faut à présent monter à la tribune pour le faire savoir afin de ne pas perdre un outil déjà en place et devoir repartir à zéro.



Caroline Saal



LE MOT DES COPRÉS

Chers écologistes,

En même temps que le printemps, deux nouveaux coprésidents et une nouvelle équipe sont arrivés chez *écolo j* ! Nous profitons donc du JUMP pour vous présenter quelques points de notre projet pour les deux années à venir...



Le mot prononcé le plus souvent ces derniers temps, pour décrire le contexte socio-économique ou pour justifier les mesures politiques : **la crise**. Cent quarante-six millions de résultats sur Google, c'est plus que Britney ! Et quelles solutions nous ressort-on ? La vieille soupe aigre de l'austérité ! *écolo j* est porteur d'un projet novateur, respectueux de l'homme et de la planète, mettant l'économie au service du bien-être et réclamant une démocratie réelle et transparente. **Bref, un projet qui sent bon l'avenir !** Ces deux années seront l'occasion d'approfondir notre réflexion sur la mise en œuvre réelle de cette alternative et d'approcher cette thématique, guidés par une vision globale d'une société juste, solidaire et durable.

À l'interne d'*écolo j*, avec l'ensemble des membres, c'est le début d'*écolo j* +, cette structure destinée à réfléchir et à améliorer notre assoc' préférée. Créer de nouveaux types d'événements, préparer de nouveaux outils pour militer, renforcer notre ancrage, maintenir notre (im)pertinence... autant de

chantiers qui se mettront en place, sous notre impulsion mais surtout sous la vôtre ! Toutes les bonnes idées sont attendues dans ce processus participatif et ouvert à tous. Restez aux aguets, vous allez en entendre parler !

Enfin, nous serons également présents pour défendre certaines causes, réagir à l'actualité et participer à des initiatives existantes. Ainsi, nous soutenons le mouvement des étudiants québécois, nous participons à Picnic the streets, nous manifestons contre le nucléaire, nous dénonçons l'ACTA, etc. En bref, nous militons sur tous les fronts pour un monde meilleur...

Tous ensemble avec *écolo j*, soyons les ambassadeurs du futur !



Caroline Saal et Guillaume Le Mayeur,
coprésidents d'*écolo j*



Sjerp zoekt groentje

Te weinig fuifzalen in je gemeente ? Worden verplaatsingen in de stad te duur en onveilig ? Nood aan meer repetitielokalen ? Alleen gaan wonen is onbetaalbaar ? Kortom, er mag gerust wat extra positieve aandacht naar de jongeren in jouw stad of gemeente ?

Hoog tijd om ingedommelde schepencolleges en burgemeesters wakker te schudden! Jong Groen wil jongeren daarbij helpen. Daarom startten we de campagne 'Sjerp zoekt Groentje'.

Op de website sjerpzoektgroentje.be staat heel wat informatie. Hoe is een gemeente politiek gestructureerd ? Waar haalt de gemeente haar euro's vandaan ? Hoe kunnen inwoners participeren in het beleid ? Welke standpunten heeft Jong Groen ? Het is allemaal terug te vinden op de website.



Om deze informatie bekend te maken gaan we de straat op. We verspreiden affiches en voeren actie. We nemen het burgemeesterbureau en de sjerp mee naar een plek waar veel jongeren zijn. Ze krijgen er de kans om voor één minuut burgemeester te zijn. Op een tekstballon kunnen ze hun beste idee lanceren. Het resultaat leggen we vast op foto en plaatsen we op de facebookpagina van Jong Groen. De voorbije maanden werden al veel burgemeesters in spe vastgelegd.

Surf naar www.sjerpzoektgroentje.be om alles te lezen over hoe je als jongere kan participeren aan het beleid in je gemeente.

Woordenschat

sjerp : écharpe aux couleurs nationales, portée par les bourgmestres autour de la taille lors des cérémonies officielles
fuifzaal : salle de fête
verplaatsing : déplacement
ingedommeld : ensommeillé
schepencollege : collège échevinal
wakkerschudden : secouer quelqu'un qui dort pour le réveiller
in spe : futur (adjectif)
vastleggen : enregistrer (sur une photo)
kortom : bref



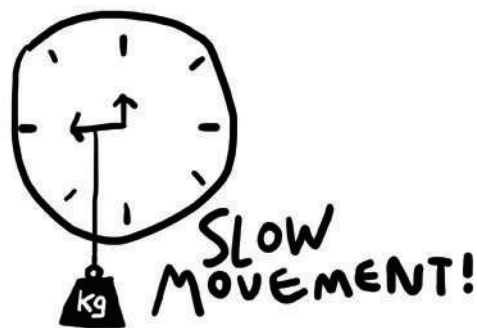
Jong Groen



« Vite fait, mal fait ? »

Ses embouteillages, ses va-et-vient incessants, ses coups de klaxons,... La ville peut parfois ressembler à un tourbillon vertigineux dans lequel, une fois emporté, il devient difficile de souffler, de respirer, de prendre le temps. Avez-vous déjà imaginé vivre dans une ville qui aurait pour objectif principal la qualité de vie de ses habitants ? Avez-vous déjà rêvé de pouvoir vous arrêter un instant, juste pour « prendre le temps » ? Si c'est le cas, ce qui suit risque de vous intéresser.

Figurez-vous que vous n'êtes pas le premier à avoir douté des bienfaits de ce monde qui en veut toujours plus, toujours plus vite. Le mouvement des « slow cities », ou « cittaslow », qui signifie « villes lentes », a vu le jour en Italie, dans le village de Greve in Chianti, en 1999. Ce projet avait pour but de penser la ville et son développement autrement. Très vite, l'idée s'est répandue en Italie, pour ensuite s'immiscer dans d'autres pays. Aujourd'hui, il existe des « slow cities » dans presque tous les pays européens, mais également en Chine, en Nouvelle-Zélande ou en Afrique du Sud. Pour qu'une ville soit considérée comme « lente », elle doit répondre à plusieurs critères : ne pas dépasser 50.000 habitants et correspondre à ce qui est demandé dans le manifeste du mouvement en matière de politique environnementale, d'infrastructure, de soutien aux producteurs locaux, etc. La Belgique compte actuellement quatre villes de ce type : Chaudfontaine, Enghien, Lens et Silly. Le projet n'a cessé de prendre de l'ampleur, si bien qu'aujourd'hui, il vous est également possible de déguster de la « slow food » (il existe de nombreux



restaurants certifiés « slow food » à Bruxelles), d'effectuer des « slow travels » (voir blogs sur internet ou guides/récits de voyage en vente dans les librairies), ou même de lire avec l'esprit « slow books ».

Repenser la ville

Sa frénésie perpétuelle, ses mille merveilles cachées au coin d'une ruelle, ses quartiers si différents, ses odeurs de café ou d'épices qui vous émoustillent les narines,... La ville, c'est ça aussi ! Je plaide coupable : j'aime la ville. Mais j'aime aussi le mouvement « slow ». Peut-être ne faut-il pas voir ces deux choses comme incompatibles, mais plutôt complémentaires ! Personnellement, j'ai besoin de ma dose « d'ardeurs citadines » de temps à autres, mais je crois que penser un mode de vie différent est essentiel dans ce monde qui semble à bout de souffle. Et vous, qu'en pensez-vous ?

Références :

www.slowmovement.com

www.cittaslow.org

www.slowtrav.com/blog

"Partir : Traité de routologie", de Bard Patrick et Ferrer Marie-Berthe, éditions Seuil.
Restaurants « slow food » à Bruxelles :

- *Trop bon* – Chaussée de Vleurgat 1 à 1050 Ixelles, à côté de la place Flagey
- *Imagin'air art café* – Place Fernand Coq 6 à 1050 Ixelles



Pauline Marchand



D.I.Y.

Des vers dans ma cuisine ?!

Qui a dit que le compost était réservé au jardin ? Il existe une technique simple et naturelle à faire à l'intérieur : le « lombricompostage » ou le « vermicompostage ». Peu encombrant, inodore et bon marché, cette solution permet de réduire ses déchets organiques de cuisine, d'obtenir un engrais liquide (le percolat) et du compost qui nourrissent et renforcent les plantes d'appartement. Une solution qui porte ses fruits...

Voilà un an que je me suis lancée, avec mon amoureux, dans l'aventure magique du vermicompostage. D'abord sceptiques, nous nous posions mille et une questions. Nous nous sommes alors inscrits à une brève formation à Bruxelles organisée par Worms asbl en partenariat avec Bruxelles environnement. Après 2-3 h passées à entendre, voir, toucher et sentir la terre et ses petits habitants, nous avons le sentiment d'avoir tout compris et n'attendions plus qu'une chose; nous y mettre tout de suite !

Nous avons confectionné notre propre vermicompostière mais il existe des solutions toutes faites que tu trouveras sur les salons, chez les maîtres composteurs, chez Brico, etc... Pour démarrer le compost, nous avons éparpillé un peu de copeaux de bois et de carton puis déposé délicatement notre terre remplie de nouveaux cohabitants. Après les avoir laissé tranquilles pendant 15 jours pour qu'ils s'ac-

climatent, nous avons pu commencer à leur donner à manger. Dès qu'ils mangent, ceux-ci se démultiplient; dès lors, avec 1 kilo de vers (environ 3.000 individus) nous pouvons déjà traiter jusqu'à 3,5 kg de déchets par semaine.

Une fois digérés ces déchets se transforment en humus et laissent s'écouler un engrais naturel puissant, le percolat, à bien diluer dans de l'eau, pour booster nos plantes d'intérieur. Les vers permettent donc de réduire le volume de nos déchets organiques de 50%, sans odeur et en occupant aussi un minimum de place. De plus, ils nous offrent une terre riche et un jus super puissant en continu. Inoffensifs, propres et silencieux, les vers sont devenus nos animaux de compagnie.

Convaincu-e ?

Voici quelques pistes pour te lancer dans l'aventure :

- Site : www.wormsasbl.org
- Livre : « Je réussis mon compost et lombricompost », Ed. Terre Vivante, 2011.
- Adresse : Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, Pascal De Mulder. Gulledele, 100 à 1200 Bruxelles 02/775 77 12 – pdm@ibgebim.be
- Atelier « vermicompostage » proposé par écolo j aux Rencontres Ecologiques d'Été du 29/08 au 02/09. www.etopia.be/ree



Nadège De Bonte



Cinéécologie

« Le gai savoir » de Stéphane Xhrouët (2010)

Lors de son ciné-débat sur l'école de demain, *écolo j Huy-Waremme* a diffusé « Le gai savoir », un film interpellant réalisé par Stéphane Xhrouët. Pendant un an, les caméras ont suivi une soixantaine de jeunes en décrochage scolaire amenés à construire eux-mêmes une école tout à fait originale, dans le cadre du projet « Pédagogie Nomade ». Là-bas, il n'y a ni hiérarchie entre élèves et professeurs, ni sanctions. Même l'obligation scolaire semble devoir s'incliner face à ce qu'ils appellent le droit d'errance. Au fil des images, le spectateur est touché, amusé voire choqué par ces jeunes qui retrouvent petit à petit, parfois difficilement, une forme de confiance en eux. Ce chemin vers plus d'autonomie n'est pas de tout repos, mais une chose est certaine, qu'il soit ou non en accord avec ce nouveau type de pédagogie, le spectateur ne peut rester indifférent.

Cette expérience n'est sans doute pas une réussite totale, mais elle a le mérite d'apporter une tentative de réponse là où le système éducatif traditionnel se trouve bien démuné. Dans la vie, certains cherchent la facilité, d'autres un sens à lui donner. *Pédagogie Nomade* a clairement fait son choix !



Rodrigue Demeuse



Ancrage durable

« Saison brune » de Raphaël Squarzoni (Delcourt, 2012)

Au fil des 476 pages de cette BD, Raphaël Squarzoni nous offre une enquête complète, détaillée et pédagogique de la question du réchauffement climatique et des thèmes de l'écologie politique. Il s'appuie sur les avis et les analyses d'experts du climat et de l'énergie pour nous livrer un message clair mais très inquiétant sur l'action de l'homme sur son environnement. Il se pose - et NOUS pose - toute une série de questions auxquelles il propose des pistes de réponses.

Sommes-nous prêts à revoir notre modèle de société, notre manière de consommer, de voyager, pour éviter une catastrophe planétaire, humaine et environnementale sans nom ? Comment faire en sorte que ces changements arrivent ? À quel niveau ce changement doit-il s'opérer ? Quel est le poids de mon action individuelle ?

L'auteur a du mal à garder l'espoir... Son travail nous fait prendre conscience que les dégâts ont déjà produit leurs effets et que, sans modification urgente et drastique, l'impact de notre système de production et de consommation nous mènera vers un désastre sans égal, et ce malgré les quelques mesures prises depuis vingt ans. Saison Brune est une BD indispensable à l'heure où le monde entier commémore le vingtième anniversaire du sommet de RIO sur le climat.



Coin culture



Giuseppe Randisi



risotto flemmard aux poireaux



Une recette 100% bluff pour un minimum d'effort : un risotto paresseux et crémeux en moins de 20 mn.

Ingrédients

- 2-3 poireaux
- 300 g de riz pour risotto
- 700 ml de bouillon de légumes
- 250 ml de lait
- 3 cuillères à soupe de crème fraîche
- Le zeste d'un citron
- 4 cuillères à soupe de persil haché
- 1 noix de beurre
- Sel, poivre, huile d'olive

Préparation

- Cisèle le poireau entièrement, vert compris.
- Fais chauffer le beurre avec un soupçon d'huile d'olive dans une poêle.
- Ajoute les poireaux et fais fondre le tout 5 min en touillant paresseusement avant d'ajouter le riz.
- Remue bien le riz dans la matière grasse de façon à le rendre nacré, puis mouille le tout avec le bouillon et le lait.
- Une fois que le riz a tout absorbé et qu'il est cuit, ajoute le zeste de citron, la crème fraîche et le persil. Mélange bien. Sale et poivre à ta convenance et laisse reposer le tout 5 min avant de servir.

Bon appétit !

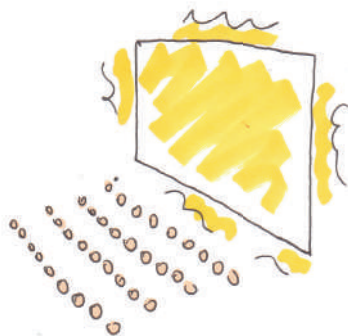


Stéphanie Davin



Le coin bédé d'Alex et Baptiste

ADDICTION



En juillet

- Du 30 juin au 1^{er} juillet : *écolo j on fire !* sur la « Réappropriation citoyenne de l'espace public »
- Dimanche 8 juillet : *écolo j* Namur organise une randonnée bucolique de 15 km au départ de Yvoir, étape à la Brasserie du Bocq.

En août

- Du 24 au 26 août : *écolo j Huy-Waremme* t'invite à enfourcher ton vélo pour faire un tour de l'arrondissement afin de promouvoir d'autres formes de mobilité. Le but est d'être visible dans les communes où nous passerons pour mettre le doigt sur les endroits adaptés, ou au contraire inadaptés à la mobilité douce.
- Du 29 août au 2 septembre : *écolo j* organise 3 ateliers aux Rencontres Écologiques d'Été :
 - Quelle place pour les jeunes dans leur commune ? Défis et solutions !
 - Disparition des provinces, et après ?
 - Marchandisation des connaissances : vers une nécessaire désexcellence des universités ?

écolo j

18 Place Flagey
1050 Bruxelles
02 218 62 00
info@ecoloj.be
www.ecoloj.be

Rejoins-nous !

Région de Bruxelles-Capitale

écolo j Bruxelles
bruxelles@ecoloj.be

Province du Brabant Wallon

écolo j Louvain-La-Neuve
lln@ecoloj.be

Province de Namur

écolo j Namur
namur@ecoloj.be

Province de Hainaut

écolo j Tournai-Picardie
picardie@ecoloj.be
écolo j Centre
centre@ecoloj.be
écolo j Charleroi-Thuin
charleroi-thuin@ecoloj.be
écolo j Mons-Borinage
mons@ecoloj.be

Province de Luxembourg

écolo j Luxembourg
luxembourg@ecoloj.be

Province de Liège

écolo j Huy-Waremme
huy-waremme@ecoloj.be
écolo j Liège
liege@ecoloj.be
écolo j ULg
ulg@ecoloj.be
écolo j Verviers
verviers@ecoloj.be